



Les mille sources de la Colère

N° 163

FEVRIER 2023

Communiqué du 17/02 de la CGT FONCTION PUBLIQUE: Retraites, ce que cache le gouvernement

Depuis des semaines, dans tous les médias, les membres du gouvernement et les député·es de la Macronie se répandent sur le supposé gouffre financier de notre système de retraite et les dangers que celui-ci représenterait. Ce refrain est repris en chœur par la plupart des représentants de LR et nombre de commentateurs « avisés ».

Or, cette campagne malhonnête est contredite par beaucoup d'indicateurs économiques. Elle est battue en brèche quand, contrairement aux libéraux, on accepte d'actionner certains leviers. C'est notamment le cas pour la Fonction publique. Depuis plusieurs mois, la CGT milite en faveur des 10 % pour la Fonction publique ; triptyque articulé autour de 10 % d'augmentation pour la valeur du point d'indice, 10 % de créations d'emplois et 10 % de réduction du temps de travail. Ces revendications à satisfaire d'urgence correspondent à autant de mesures de justice sociale et d'amélioration du service public. En parallèle, elles auraient un effet bénéfique sur le financement de nos retraites. D'ailleurs, le rapport du COR souligne que le gel de la valeur du point - ou son quasi-gel - a de forts effets négatifs sur les ressources des retraites.

Compte tenu de son dispositif particulier — l'État versant une subvention d'équilibre annuelle —, les augmentations du traitement indiciaire et les créations d'emplois de fonctionnaires ne procureraient pas de ressources supplémentaires pour l'État. Il en irait tout autrement des Fonctions publiques territoriale et hospitalière. En effet, la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL), compétente pour les retraites des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers, a bien un système de ressources assis sur des taux de cotisation définis pour les salarié·es et employeurs.

En revalorisant le point d'indice de 10 %, en créant 10 % d'emplois de fonctionnaires sur ces deux versants (soit environ 300 000 agents), les ressources de notre système de retraite seraient abondées de 5 à 6 milliards d'euros ! La moitié du déficit prévu par le COR pour 2030 serait ainsi résorbée par cette amélioration de l'emploi public.

Les agent·es seraient donc mieux payé·es, leurs conditions de travail seraient améliorées, le service public aurait davantage de moyens pour le bien des usager·es, des emplois supplémentaires seraient disponibles notamment pour les jeunes et nos retraites auraient des recettes supplémentaires significatives. Voilà qui ne souffre pas la comparaison avec la politique d'austérité du pouvoir exécutif et ses projets rétrogrades !

Ajoutons que, si comme le réclame la CGT, un vaste plan de titularisation était mis en œuvre, que les primes comptaient pour la retraite, ce sont encore plusieurs milliards de cotisations supplémentaires qui viendraient s'ajouter. Au lieu de colporter des propos fallacieux via de scandaleux messages vidéo, le ministre Guerini serait mieux inspiré de mettre en avant de tels éléments.

Comme il n'y a rien à espérer de ce côté-là, la CGT Fonction publique appelle à élever encore le rapport de force et mettre en débat sa reconduction.

toutes et tous ensemble en grève le 7 mars, fermons nos services !

J'adhère en ligne à la CGT Finances Publiques >> ICI <<

Contacts

mail cgt.ddfip19@dgfip.finances.gouv.fr

tél : 07 66 81 95 30

Télé-réalité

Les téléprocédures, le DG, il aime. Avec elles, il peut supprimer les agents obsolètes. Mais quand ça ne marche pas...Le nouvel outil « Gérer mes biens immobiliers » est planté dès sa mise en service. Le principe est simple, mais tortueux : cette avancée du service public oblige tous les propriétaires, même s'il n'y a pas eu de changement, à déclarer l'occupation de leurs locaux. Lumineux. Le PDF généré n'étant pas fiable, Bercy a suspendu cette fonction jusqu'à nouvel ordre. Ça va encore nous coûter un pognon de dingue.

Vélib

Toujours pas de nouvelle de la Direction pour les problèmes de stationnement sur Tulle. À croire que le dossier est bloqué par le lobby du dérailleur.

Numéro gagnant

Après la présentation de notre roue de l'infortune à Tulle à l'occasion du boycott du 1er CSAL, Numéro 1 a précisé à la presse que "ces suppressions d'emplois peuvent aussi s'expliquer par des grandes réformes comme la suppression définitive de la taxe d'habitation en 2023". Aïe! une fois encore mauvaise réponse car le 16 janvier tous les agents pouvaient lire ça sur Ulysse, à l'occasion de l'ouverture de GestODL: "...le maintien de la taxation des résidences secondaires et de la taxe d'habitation sur les logements vacants et taxe sur les locaux vacants". C'est pas beau de mentir.

Picorette

Le prix d'admission de la cantine de Tulle augmente, mais pas les subventions, rendant l'addition de plus en plus salée. Pas de panique grâce à la rubrique astuce des services sociaux dans la Montagne. Si on est ric-rac, on peut composer son menu. Pour les pauvres une entrée, pour les riches un menu complet. Qu'on est bête, il suffisait d'y penser.

Commerce équitable

Les ballons Dussopt et les poupées Borne retirés de la vente, les enfants faisaient des cauchemars.

Déontologie

Ça pouvait pas durer.

Pampers

Souvenez-vous : le gardien du CFIP de Brive a dû abandonner sa loge car rendue insalubre par des infiltrations d'eau. Puis, des travaux ont rendu cet espace digne d'être transformé en bureau...Mais pas pour longtemps car, voyez-vous, l'eau, ça mouille. Dégagés par les fuites, nos collègues prennent leur mal en patience dans les étages. Les ouvriers auraient trouvé une explication : il manque une poutre. Bon, y'a certainement pas que ça qui manque mais l'immeuble sera peut-être rendu étanche avant sa démolition, ou sa vente...

SRIASisme

Pour ses journées de préparation à la retraite, la SRIAS Nouvelle-Aquitaine oublie une nouvelle fois le Limousin. Nos heureux futurs retraités devront vadrouiller s'ils veulent y assister. Astuce du jour : choisissez Bordeaux, vous pourrez combiner une des trois réunions prévues avec un stage de surf.

La minute du Docteur Cyclopède

Un ministre du travail qui n'a jamais travaillé, étonnant, non ?

CONSTRUISSONS LA GRÈVE GÉNÉRALE

